

Recherches sociographiques



Garth STEVENSON, *Community Besieged. The Anglophone Minority and the Politic of Quebec*

Jean-Jacques Simard

Volume 42, Number 1, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057423ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057423ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Simard, J.-J. (2001). Review of [Garth STEVENSON, *Community Besieged. The Anglophone Minority and the Politic of Quebec*]. *Recherches sociographiques*, 42(1), 132–136. <https://doi.org/10.7202/057423ar>

Même si Belkin et ses nombreux alliés étaient préoccupés par les conditions de vie de la population juive, ils avaient une bonne connaissance de ce qui se passait autour d'eux, c'est-à-dire chez les Canadiens français et les Anglo-protestants. Pour lui, il existait deux cultures dominantes au Canada et l'Église catholique avait une influence « profonde et durable » auprès des Canadiens-français au début du vingtième siècle, même dans les milieux syndicaux.

Ancil note que l'idée d'une « lente osmose idéologique entre francophones et yiddishophones souffre d'une absence presque complète de preuve documentaire, faute de recherches orientées en ce sens [...] ». Selon Ancil, s'il y a un lien à faire, c'est très indirect. C'est le titre d'un autre livre d'Ancil, *Le Rendez-vous manqué*, qui décrirait le mieux l'état des relations entre travailleurs juifs et canadien-français au début du vingtième siècle. En effet, sur le plan idéologique, les deux groupes, le premier assez radical et le deuxième assez conservateur, étaient loin d'être sur la même longueur d'onde.

Aujourd'hui, la communauté juive montréalaise demeure très différente des autres communautés juives nord-américaines. Le livre de Belkin nous aide à mieux comprendre certaines conditions qui ont contribué à former le caractère distinct de la communauté juive québécoise.

Les recherches et les traductions de l'anthropologue et historien Pierre Ancil sont incontournables pour qui veut comprendre les origines de la diversité confessionnelle et ethnique au Québec.

Jack JEDWAB

*Institut d'études canadiennes,
Université McGill.*

Garth STEVENSON, *Community Besieged. The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, 363 p.

Tout le monde tout nu ! Il conviendrait peut-être de recycler, lors d'un prochain congrès d'études québécoises, cet appel à l'innocence typique des années soixante (hélas ! trop peu suivi, même à l'époque, vous confieront les nostalgiques), ne fût-ce que pour rappeler comment « tout le monde », y compris dans les cercles impatients, a été pris les culottes à terre par la rupture de la Révolution tranquille, même si on n'en finit plus, depuis, d'en retracer « évidemment » les ressorts annonciateurs toujours plus loin derrière son inauguration officielle, en 1960. Et nul n'aura été tant renversé que les anglophones du Québec.

Garth Stevenson, professeur de science politique à l'Université Brock de St. Catharines, Ont., en témoigne dans un ouvrage de très haute qualité, plaisant à lire, stimulant, aussi riche d'interprétations théoriques que solidement documenté (250 titres presque tous collés au sujet, sans mentionner les journaux, les archives

parlementaires et 62 entrevues avec les principales figures politiques de l'anglicité québécoise du dernier quart de siècle). *Community Besieged* suit de près la participation des anglophones à la vie politique de la province depuis la Confédération jusqu'à nos jours, tout en la remettant continuellement en contexte sociohistorique avec un doigté à la fois subtil et sûr (je n'y ai relevé qu'une fausse note : évoquer « l'affaire Brink's » au lieu du « coup » de la Brink's ; mais j'ai l'oreille excessivement fine).

Ayant grandi à Notre-Dame-de-Grâce (alias *Ennedidji*), Stevenson avait 18 ans la veille de l'élection qui porterait au pouvoir « l'Équipe du tonnerre » de Jean Lesage. À Montreal, raconte-t-il – sans accent, comme de raison – tout baignait encore doucereusement dans l'huile de baleine. Les laitiers de JJ Joubert faisaient toujours leurs rondes matinales en voitures à cheval et les après-midis d'été – car le base-ball n'était alors pas plus éclairé que les esprits – les *Royals* attiraient les *fans* au stade Delorimier (pas DeLoria, jeunesses sans mémoire !) L'*Union Jack* flottait partout sur les édifices à bureaux, les grands magasins, les usines, les mairies, les écoles protestantes. Le *Red Ensign*, oriflamme de la marine impériale, coiffait sans excès de nationalisme les *post-office* fédéraux. À l'est de *Morgan's*, où nombre d'anglophones se vantaient de n'avoir jamais mis les pieds, quelques fleurdelisés bleu et blanc flacotaient mollement dans le *smog* des cheminées industrielles, des locomotives à vapeur, des paquebots transatlantiques. La *Gazette* et le *Star* soutenaient Duplessis, encore qu'à l'Université McGill, quiconque s'intéressait aux *Pepsi politics* provinciales soulevait des sourires condescendants. En somme, écrit Stevenson, « *English-speaking Montreal still saw itself as British* » (p. 63). Vous avez lu ? « Britannique », même pas « Canadien » – ou alors, c'était du pareil au même.

Pour expliquer cette torpeur centenaire, Stevenson reprend la notion de « consociationnisme » (*consociationalism*), originellement proposée par Arend Lijphart pour caractériser le modèle néerlandais de « gouvernement par un cartel d'élites, en vue d'assurer la stabilité d'une démocratie fondée sur une culture politique fragmentée » (cité p. 8 ; j'ai traduit, ici comme ailleurs), mais qui a été depuis appliquée à bien d'autres *polities* rassemblant des blocs sociaux hétérogènes, inégaux à divers titres et plus ou moins figés. La recette pourrait s'en résumer en trois ingrédients : cloisonnement institutionnel, paternalisme autoritaire, pragmatisme politique. Repliée sur ses redoutes propres (territoriales, économiques, confessionnelles, idéologiques, etc.), desservie par des organismes civils autonomes, chaque communauté de base abandonne passivement à ses élites le soin de s'accorder au sommet sur le partage des bonbons en éteignant autant que possible les conflits latents.

Le Canada dans son ensemble aurait connu un bref épisode consociationniste sous l'Union, jusqu'à ce que la population du Canada-Ouest dépasse celle du Canada-Est, un peu trop franco-papiste, décidément. Il a fallu alors penser à autre chose. Entre chrétiens issus des Grandes Puissances occidentales de l'époque, une domination colonialiste de la race inférieure était naturellement exclue. Comme son assimilation, fût-elle aussi bienveillante que l'eût souhaité Lord Durham. Lord Elgin le saisira mieux : la collectivité canadienne-française catholique était déjà trop nombreuse, trop concentrée géographiquement, trop enracinée historiquement, trop organisée, trop capable de mobilisation idéologique – trop consciente de son

identité nationale, bref – pour consentir à son absorption goutte à goutte dans un Dominion désormais irréversiblement anglais d’idiome et de mentalité (*majoritarian* autant que les États-Unis sous ce rapport, insiste deux fois plutôt qu’une Stevenson, passablement irrité par le *romantic nonsense* sur la soi-disant « mosaïque » canadienne recyclée depuis peu en « multiculturalisme »). D’où le compromis de 1867 : moins une alliance paritaire entre « peuples fondateurs », comme s’en lamentent encore quelques héritiers d’Henri Bourassa ou de George Grant, qu’un confinement des irréductibles Gaulois dans la province de Québec, ainsi que se chargerait bientôt d’y insister la répression des écoles franco-catholiques par-delà l’Outaouais.

Juchés à bon droit sur leurs ergots protestants, donc délurés, les Anglo-Écossais du Québec redoutaient l’ascendant politique des masses *Priest-ridden*, canadiennes-françaises d’abord, mais aussi irlandaises (le quart des anglophones du temps). Histoire de calmer certains grognements déjà « partitionnistes », la Confédération les barda de multiples renforts contre les dérapages démocratiques en consacrant leur ségrégation institutionnelle : circonscriptions fédérales protégées ; bilinguisme officiel, système scolaire confessionnel, Conseil législatif non élu à l’échelon provincial, etc. Comme quoi, souligne Stevenson, « la conviction fréquente chez les anglophones du Québec contemporain que la défense des droits collectifs soit une aberration typiquement francophone [...] trahit une ignorance de leur propre histoire » (p. 30).

En un sens, la création d’une juridiction partiellement souveraine à prédominance francophone avait scellé dès 1867 le sort à long terme de ses minorités de langue anglaise. Mais Stevenson propose que la poigne du clergé ultramontain sur la collectivité canadienne-française, d’un côté, et la tranquille dominance économique des grandes familles du *Golden Square Mile*, de l’autre, auront réussi à en reporter le choc jusqu’au milieu du XX^e siècle. Dès 1874, par exemple, il sera facile de s’entendre pour abolir le ministère provincial de l’Instruction publique, au profit de comités confessionnels essentiellement indépendants l’un de l’autre. À compter des années 1950, toutefois, l’implication croissante des administrations provinciales dans la mise en valeur des ressources humaines (santé, éducation, sécurité sociale), l’aménagement du territoire, la gestion économique, partout au Canada, aura eu pour effet spécifique au Québec de renverser aussi bien l’hégémonie du clergé que celle de la bourgeoisie montréalaise sur leurs institutions communautaires respectives, tout en débloquent l’avancement des nouvelles gardes diplômées qui se gonfleraient bientôt du titre de « Québécois » (législation linguistique à l’avenant). « Dès lors, l’émergence d’un État bureaucratique francophone, avec le mouvement souverainiste qui en était le corollaire logique, inévitable peut-être, fera peser de sombres nuages sur l’avenir d’une communauté dont, par coïncidence, le rôle traditionnel dans l’économie canadienne était devenu largement dépassé et superflu depuis la Seconde Guerre mondiale » (p. 282).

Les choses iront de mal en pis, à s’en fier aux titres des chapitres suivants : « Consociationalism Threatened : 1960-1968 » ; « [...] Destroyed : 1968-1976 » ; « Post [...] : 1976-1985 » ; « False Hopes Betrayed : 1985-1994 » ; « Anglos in Disarray : 1994-1997 ». Menaces, destruction, trahisons, désarroi... Ces angoisses collectives n’en

rappellent-elles pas d'autres, plus anciennes mais aussi typiquement québécoises ? Ne manquent que la lutte pour la Survivance et les campagnes d'Achat chez Nous. Justement, la conclusion, d'un optimisme modéré, s'intitule : « Prospects : Strategies for Survival ». Rejoignant certains thèmes chers à Reed Scowen, l'auteur y propose à la « Communauté assiégée » une « lutte pacifique pour protéger son espace et son pouvoir », axée sur la promotion de sa langue, l'absorption osmotique des immigrants, la vitalité de ses institutions civiles, la défense de ses territoires et la mobilisation de ses forces économiques (p. 298 et voisines). Ma foi, enlevez l'ouverture à l'immigration et ce sont là des mots d'ordre que l'infâme abbé Groulx lui-même n'eût pas désavoué.

Privilegié par la *National Policy* de 1878 (tarifs protecteurs et chemins de fer), le gratin westmountois des affaires jouissait si bien de ses complicités impériales qu'il n'a pas vu glisser l'économie continentale vers l'axe USA - Toronto. Il aura même contribué inconsciemment à la fameuse « Reconquête des Cantons de l'Est », dont se glorifieront les mouches du coche de la Survivance. En installant ses nouvelles usines parmi les siens, à portée de Montréal, on y a attiré les surplus de main-d'œuvre rurale canadienne-française et accéléré du même coup le départ vers l'Ouest des résidents anglophones en quête de meilleurs emplois. Dès 1928, c'est le gouvernement ontarien qui lance un rail vers les mines du nord et de l'Abitibi. La Grande Crise tourne la page sur l'âge d'or des *Montrealers*. À la fin des années 1950, tandis que les cargos chargés de fer du Labrador destiné aux aciéries des Grands Lacs leur passent sous le nez dans la nouvelle Voie maritime du Saint-Laurent, dix anglophones quittent la province pour chaque francophone - un rythme identique à celui d'aujourd'hui, bien qu'il ait bondi jusqu'à dix-sept contre un de 1976 à 1981, durant le traumatisme du premier gouvernement Lévesque (p. 153). Ultime signe des temps : c'est aussi en l'année de disgrâce 1976 que la population du Toronto métropolitain dépasse celle du Grand Montréal.

À l'encontre d'une projection accoutumée chez les francophones, les quelque 904 000 Québécois actuels qui ont appris l'anglais comme première langue officielle (p. 19) ne composent pas une « nationalité » solidaire. Jusqu'à tout récemment, ils ne s'étaient jamais perçus comme une minorité, voire comme une collectivité définie (p. 136). Dans les régions périphériques, on gravitait plus spontanément vers les concentrations voisines de ses semblables (le Vermont, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, l'Ontario), que vers un lointain foyer montréalais. En ville même, les recrues successives d'origine irlandaise, azkhénase, méditerranéenne, etc., prises entre deux feux indigènes, avaient conservé leurs loyautés ethniques plus longtemps que partout ailleurs au Canada (p. 137). Malgré des divergences ponctuelles, toutefois (le soutien apporté à Duplessis par les ruraux, le NON majoritaire du comté de Pontiac au plébiscite de 1942 sur la conscription, la protestation rageuse contre la législation linguistique de Robert Bourassa, laquelle permettra au Parti québécois de passer), il y a tout de même une constante dans l'expression politiquement réfléchie d'une commune anglicité provinciale : 60 ans de soutien électoral aux libéraux, malgré leurs zigzags idéologiques de gauche à droite. D'après Stevenson, elle tient « au fait que le parti libéral a toujours été plus individualiste et

moins nationaliste que l'autre principale option » (p. 326). On dirait que, faute de se constituer en acteur social « pour soi », il suffisait à la communauté d'intérêts privés conjugués en anglais de s'affirmer de temps en temps « à l'envers de l'Autre », naguère collectivement réfugié sous les soutanes rétrogrades et désormais investi dans les fanfaronnades de l'État techno-corporatiste *Québec & Frères, Inc.*

Ses anciennes élites consociationnistes éclipsées, désastreusement écrémé par l'incessante émigration de ses forces vives, jeunes, instruites, mobiles, le Québec anglais peine à rassembler ses troupes. En 1968, le secrétaire d'État fédéral, Gérard Pelletier, s'était fait répondre partout qu'on pouvait s'y passer des secours financiers d'Ottawa. La même année, les Italiens de Saint-Léonard partiraient une guerre des langues qui n'en finit plus. Il a fallu s'organiser. Les associations ethno-linguistiques se sont multipliées après 1977. En 1992, au sommet de sa légitimité, le front commun Alliance Québec a encaissé 1 591 000 \$ en fonds fédéraux. On sait comment il chambranle depuis, tiraillé par les clivages idéologiques, régionaux, ethnoreligieux et pour tout dire, la passivité résignée d'une communauté de destin incapable de définir sa place et ses projets comme partie prenante de la nouvelle société de langue civile française issue de la Révolution tranquille. Le *Quebec English* a beau être criblé de gallicismes (« déparneur », « allophone », « CEGEP », « auto-route », « colloque », etc.), on a beau partager de plus en plus sa vie privée avec des parents, des amis ou des voisins francophones, pour ne rien dire des interactions publiques, commerciales, associatives ou officielles, l'identification subjective de *Quebecker* n'a simplement pas de sens encore.

On aura soupçonné que Stevenson n'est pas du genre à enrober les bons sentiments dans les euphémismes et le jargon. Il est plutôt porté à dire les choses comme elles sont, directement, intelligemment, aussi objectivement que les faits l'autorisent. Pour cette seule raison qui n'est pas petite, il faudrait que *Community Besieged* soit traduit en français. Afin d'encourager l'amitié entre les peuples, comme on disait en URSS avant que le Canada ne devienne le meilleur pays au monde selon les statistiques de l'ONU.

Jean-Jacques SIMARD

Département de sociologie,
Université Laval.
